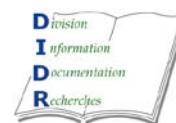


9 janvier 2017



## James Kazini et les soldats fantômes au sein des forces armées ougandaises

### Avertissement

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

**Résumé** : brève biographie de James Kazini, chef des armées ougandaises de 2001 à 2003, assassiné en novembre 2009 ; point sur les « soldats fantômes » au sein des forces armées ougandaises.

**Abstract** : short biography of James Kazini, chief of the UDPF from 2001 to 2003, killed in November 2009; focus on the "ghost soldiers" inside the UPDF.

## 1. James Kazini

Chef des armées ougandaises de 2001 à 2003, James Kazini a été « *un acteur majeur de l'économie de guerre en République démocratique du Congo [RDC]* », où il officia en tant que commandant en chef des forces armées ougandaises déployées dans ce pays de 1998 à 2000.<sup>1</sup>

En août 1998, il a été désigné comme le principal bénéficiaire des réserves de bois pillées en RDC dans les stocks des compagnies *La Forestière* et *Amex-bois*. James Kazini était à la tête des troupes ougandaises quand celles-ci ont affronté les forces armées rwandaises à Kisangani en 1999. En dépit d'erreurs stratégiques commises à Kisangani, il a été promu et affecté au Sud-Soudan dans le cadre de l'opération *Iron Fist* (lancée en février 2002) après son séjour en RDC.<sup>2</sup>

En 2003, James Kazini a été démis de ses fonctions de chef des armées après la parution d'un rapport onusien qui l'accusait de désobéissance à l'égard du Président Yoweri Museveni, qui lui avait ordonné de ne pas s'impliquer dans des activités commerciales en RDC,<sup>3</sup> et d'être impliqué dans le pillage des ressources en RDC, alors que l'UPDF y menait des opérations militaires sous son commandement.<sup>4</sup>

Par la suite, une commission dirigée par des officiers ougandais a enquêté sur son implication dans les affaires suivantes (celles-ci ne sont pas liées aux faits qui lui ont été reprochés en RDC) : versement de salaires indus à des soldats fantômes, détournement de fonds, et création d'une unité militaire semi-autonome (la 409<sup>ème</sup> brigade) dans la région *West Nile* (Sud-Soudan).<sup>5</sup>

En 2008, James Kazini a été traduit en justice, avec une douzaine d'officiers supérieurs, devant un tribunal militaire pour manquement à ses devoirs, conduite subversive, et corruption.<sup>6</sup> James Kazini et ses acolytes étaient notamment suspectés d'avoir créé 24 000 soldats fictifs. Ceux-ci avaient été repris, durant treize années, sur les listes de paie causant une perte de 600 millions de shillings ougandais (environ 150 000 euros).<sup>7</sup>

James Kazini a aussi été accusé d'avoir fondé la 409<sup>ème</sup> brigade dans la région *West Nile* (Sud-Soudan). Cette brigade aurait supposément été créée pour renverser Yoweri Museveni.<sup>8</sup> Il a en outre été soupçonné d'avoir élaboré un projet de coup d'état pour renverser Yoweri Museveni avec l'ancien commandant de l'*Alpine Brigade*, le Lieutenant-Colonel Muhindo.<sup>9</sup> Certains observateurs estiment que l'arrestation de James Kazini pourrait être liée à ses ambitions politiques et non à son rôle dans la structure économique clandestine mise en place en RDC.<sup>10</sup>

Condamné à trois ans de détention,<sup>11</sup> James Kazini a été libéré sous caution de la prison de Luzira.<sup>12</sup>

---

<sup>1</sup> VLASSENROOT Koen, PERROT Sandrine et CUVELIER Jeroen, "Doing business out of war. An analysis of the UPDF's presence in the Democratic republic of Congo", *Journal of eastern African Studies*, Vol. 6, N°1, février 2012.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> BBC, « Girlfriend "kills Uganda general" », 10/11/2009.

<sup>5</sup> VLASSENROOT Koen, PERROT Sandrine et CUVELIER Jeroen, art.cit.

<sup>6</sup> ONYANGO-OBBO Charles, "Why Ghost Heads Must Roll in Uganda", *All Africa*, 09/02/2004.

<sup>7</sup> *Congo Indépendant*, « Triste fin tragique pour le général ougandais James Kazini », 11/11/2009.

<sup>8</sup> *Daily Monitor Reporter*, "Gen. James Kazini murdered", 10/11/2009.

<sup>9</sup> VLASSENROOT Koen, PERROT Sandrine et CUVELIER Jeroen, art.cit.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Freedom House, *Country at the Crossroads 2010 – Country Report Uganda*, 06/04/2010.

<sup>12</sup> VLASSENROOT Koen, PERROT Sandrine et CUVELIER Jeroen, art.cit.

Il a été assassiné en novembre 2009. Après avoir avoué sa culpabilité, sa maîtresse a été condamnée à 14 ans d'emprisonnement. Cependant, dans une lettre ouverte diffusée en août 2013, un ancien général ougandais exilé au Royaume-Uni soutient que la maîtresse de James Kazini ne l'a pas tué.<sup>13</sup>

Ce dernier affirme que Yoweri Museveni a ordonné le meurtre de James Kazini, car celui-ci aurait envoyé de l'argent à des éléments du SPLA<sup>14</sup> et à des vétérans de la région soudanaise West Nile qui projetaient de renverser le Président ougandais.<sup>15</sup>

## 2. Les soldats fantômes

Plusieurs sources font état de l'existence de brigades de soldats fantômes (« *ghost soldiers* ») au sein de l'UPDF lors des années 2000, et des liens entre celles-ci et James Kazini.

D'après le journaliste ougandais Charles Onyango Obbo, des brigades fantômes dépourvues d'existence réelle étaient censées se battre contre la *Lord Resistance Army* (LRA) dans le Nord de l'Ouganda. Les salaires versés à ces soldats fantômes étaient empochés par des officiers corrompus. D'aucuns estiment que les soldats fantômes étaient tolérés pour des raisons politiques. Cela permettait au gouvernement de gonfler les effectifs pour ensuite parvenir au « *bon nombre* » de soldats congédiés par les forces armées ougandaises dans les années 1980, afin de gagner le soutien financier de donateurs. Selon la source précitée, la question la plus sensible concerne le devenir des sommes correspondant aux salaires de ces soldats fantômes. Des opposants au régime de Yoweri Museveni affirment qu'une partie de cet argent a alimenté des fonds secrets utilisés lors des campagnes électorales de 1996 et de 2001.<sup>16</sup>

L'UPDF a été impliquée dans une série de scandales concernant le paiement de « *ghost soldiers* » et l'acquisition illégale par ces derniers d'équipements militaires. Pendant près de deux décennies, l'UPDF s'est révélée incapable de vaincre la LRA. Pour de nombreux observateurs, cet échec est en partie imputable à la corruption et au clientélisme qui prévalaient au sein de l'UPDF.<sup>17</sup>

A la suite des allégations concernant l'existence de soldats fantômes indûment rétribués, Yoweri Museveni a mis en place une commission d'enquête en 2003. Celle-ci avait notamment pour buts d'enquêter sur l'existence de soldats fantômes et sur des allégations de corruption à l'encontre de James Kazini soupçonné : d'avoir créé une unité semi-autonome dans la région *West Nile* dans le but de gagner de l'argent grâce à des activités commerciales transfrontalières entre le Sud-Soudan et l'Ouganda ; de saper l'autorité de la chaîne de commandement de l'UPDF dans le but de tirer des profits personnels; l'utilisation par James Kazini de l'école militaire de Bihanga pour y entraîner 7 000 recrues, un établissement jugé inadapté à l'ampleur de cette tâche, a été motivée par la perspective de gains personnels.<sup>18</sup>

Après « *examen attentif des données et des preuves provenant de différents témoins* », la commission a conclu à l'existence de soldats fantômes au sein de l'UPDF et de ses

---

<sup>13</sup> ODOKONYERO Moses, "Exiled Ugandan general accuses Museveni of murder, government denies claims", *Sudan Tribune*, 29/08/2013.

<sup>14</sup> Ancienne branche armée du SPLM, la *Sudan People's Liberation Army* (SPLA) constitue désormais l'armée nationale sud-soudanaise. D'abord mouvement rebelle sudiste basé à Juba durant la seconde guerre civile, le *Sudan People's Liberation Movement* (SPLM) est ensuite devenu un parti politique signataire du CPA en 2005. Dirigé par Slava Kiir, président du Soudan du Sud, le SPLM est à présent le parti majoritaire dans ce pays.

<sup>15</sup> ODOKONYERO Moses, art.cit.

<sup>16</sup> ONYANGO-OBBO Charles, art.cit.

<sup>17</sup> BARKAN Joel D., "Uganda: Assessing risks to stability", Center for Strategic and International Studies (CSIS), juin 2011.

<sup>18</sup> *The Independent*, "UPDF Commanders Confess to Existence of Ghost Soldiers", 20/10/2009.

forces auxiliaires. La commission a en outre établi que le phénomène des soldats fantômes était si répandu qu'il concernait l'ensemble des unités de l'armée ougandaise.<sup>19</sup>

Dans un article paru en avril 2008, le chercheur canadien Andrew Mc Gregor souligne que des investigations ont été menées concernant les commandants des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> divisions de l'UPDF qui opèrent dans le Nord de l'Ouganda. Ces investigations ont révélé que 50% des effectifs de ces unités étaient composées de soldats fantômes qui percevaient des salaires versés par le gouvernement central. Les armes destinées à ces soldats fantômes ont pu être vendues à des éléments de la LRA.<sup>20</sup>

A cet égard, la source précitée rappelle que James Kazini et deux autres officiers ougandais ont été emprisonnés en mars 2008 après avoir été qualifiés de « *Conflict entrepreneurs* » par le comité en charge de ces investigations. Certains éléments de l'UPDF sont aussi accusés d'avoir abusé de l'autorisation de mener des opérations transfrontalières contre les hommes de la LRA au Sud-Soudan (dans le cadre de l'opération *Iron Fist*) pour prélever et revendre illégalement du bois de teck. La LRA a en outre été utilisée par l'Ouganda comme faire-valoir pour tirer profit des fonds américains alloués dans le cadre de la guerre contre le terrorisme.<sup>21</sup>

---

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Mc GREGOR Andrew, "Leadership bloodbath marks failure of Uganda's LRA to sign peace treaty", *The Jamestown Foundation*, 16/04/2008.

<sup>21</sup> *Ibid.*

## Bibliographie

(Les sites web mentionnés ont tous été consultés en décembre 2016 ou janvier 2017)

### Rapport

Freedom House, *Country at the Crossroads 2010 – Country Report Uganda*, 06/04/2010.  
<https://freedomhouse.org/report/countries-crossroads/2010/uganda>

### Articles scientifiques

VLASSENROOT Koen, PERROT Sandrine et CUVELIER Jeroen, "Doing business out of war. An analysis of the UPDF's presence in the Democratic republic of Congo", *Journal of eastern African Studies*, Vol. 6, N°1, février 2012.  
<http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17531055.2012.664701>

BARKAN Joel D., "Uganda: Assessing risks to stability", *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, juin 2011.  
[https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy\\_files/files/publication/110623\\_Barkan\\_Uganda\\_Web.pdf](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/110623_Barkan_Uganda_Web.pdf)

Mc GREGOR Andrew, "Leadership bloodbath marks failure of Uganda's LRA to sign peace treaty", *The Jamestown Foundation*, 16/04/2008.  
<https://jamestown.org/program/leadership-bloodbath-marks-failure-of-ugandas-lra-to-sign-peace-treaty/>

### Médias

ODOKONYERO Moses, "Exiled Ugandan general accuses Museveni of murder, government denies claims", *Sudan Tribune*, 29/08/2013.  
<http://www.sudantribune.com/spip.php?article47826>

*Congo Indépendant*, « Triste fin tragique pour le général ougandais James Kazini », 11/11/2009.  
<http://www.congoindependant.com/article.php?articleid=5115>

*Daily Monitor Reporter*, "Gen. James Kazini murdered", 10/11/2009.  
<http://editions-sources-du-nil.over-blog.com/article-le-general-james-kazini-implique-dans-le-pillage-des-ressources-naturelles-du-congo-tue-par-sa-maitresse-39105141.html>

BBC, « Girlfriend "kills Uganda general" », 10/11/2009.  
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8352545.stm>

*The Independent*, "UPDF Commanders Confess to Existence of Ghost Soldiers", 20/10/2009.  
<http://allafrica.com/stories/200911200656.html>

ONYANGO-OBBO Charles, "Why Ghost Heads Must Roll in Uganda", *All Africa*, 09/02/2004.  
<http://allafrica.com/stories/200402110023.html>